pétrole aux sociétés d'investissement puisque deux traits essentiels qui caractérisent ces dernières ne doivent évidemment pas se retrouver au même degré.

Les placements sont concentrés dans un secteur d'activité la recherche et l'exploitation des gisements de pétrole, au lieu d'être répartis au maximum entre les diverses catégories de titres, et d'entreprises;

Les risques particuliers sont inhérents à la recherche de pétrole et s'ils peuvent être limités par une gestion avisée des capitaux qui lui sont consacrés, ils ne peuvent être entièrement évités — et c'est d'ailleurs la justification des avantages particuliers accordés par l'Etat aux investissements de cette nature.

Le présent décret comporte de ce fait des dispositions plus souples que celles qui sont appliquées aux sociétés d'investissement. Notamment si des limitations sont également imposées quant aux titres des sociétés de recherches qu'elles peuvent détenir ou quant à l'emploi de leurs ressources, des dérogations occasionnelles doivent pouvoir être accordées. Il est en effet difficile de fixer des limites intangibles en la matière étant donné que le nombre et l'importance des possibilités de placement offertes aux sociétés de financement sont susceptibles de varier très profondément en peu de temps.

Les règles fixées dans le présent texte ne peuvent gêner l'activité des sociétés de financement; elles leur laissent toutes possibilités de réunir les capitaux importants dont ces sociétés ont besoin pour jouer de façon satisfaisante le rôle pour lequel elles sont créées.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi du 14 août 1954 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier d'expansion économique et de progrès social, notamment le 1^{er} de son article unique, prorogée par la loi du 2 avril 1955;

Vu l'article 16 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949, modifié par l'article 16 de la loi n° 53-76 du 6 février 1953;

Vu l'article 18 de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950, modifié par l'article 19 de la loi n° 51-592 du 24 mai 1951 et par l'article 20 de la loi n° 53-75 du 6 février 1953;

Vu le décret n° 55-114 du 20 janvier 1955 relatif à la situation fiscale des sociétés de financement de recherches et d'exploitation de pétrole;

Le conseil d'Etat entendu,

Le conseil des ministres entendu,

Décète:

Art. 1^{er}. — Seules peuvent bénéficier:

1° Des exonérations prévues aux articles 144 et 207 du code général des impôts;

2° De la garantie prévue à l'article 16 modifié de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949;

3° De l'aide financière prévue à l'article 18 modifié de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950,

les sociétés anonymes françaises de financement de recherches et d'exploitation des gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux dont la constitution est approuvée par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'industrie et du commerce, et qui se conforment aux dispositions du présent décret ainsi qu'à celles exigées par le décret n° 55-114 du 20 janvier 1955.

Art. 2. — Les sociétés visées au présent décret doivent avoir pour objet exclusif toutes opérations se rattachant à la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières et de parts sociales émises par les sociétés qui se livrent à la recherche et à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux dans la métropole, l'Algérie, les départements et territoires d'outre-mer, la Tunisie, le Maroc, les territoires sous tutelle et les Etats associés.

Art. 3. — Les sociétés visées par le présent décret ne peuvent posséder plus de 10 p. 100 des titres ou parts sociales, évalués à leur valeur nominale, émis par une même société, ni disposer de plus d'un dixième des droits de vote dans une même société, ni employer en titres d'une même société plus de 15 p. 100 du total des sommes placées et des sommes disponibles pour le placement. A cet égard, les placements sont évalués à leur prix de revient d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de l'industrie et du commerce pourront, par des décisions particulières prises conjointement, accorder des dérogations temporaires à l'application des pourcentages maximum fixés à l'alinéa précédent.

Art. 4. — Les sociétés visées au présent décret doivent, dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice, publier au *Bulletin des annonces légales obligatoires* et insérer dans le rapport annuel du conseil d'administration, la composition intégrale des valeurs de l'actif à la date de clôture de l'exercice avec l'indication du prix d'acquisition, et, en outre, pour les valeurs du portefeuille, du cours du jour de l'inventaire. La publication au *Bulletin des annonces légales obligatoires* doit comprendre également le bilan annuel et le compte de pertes et profits.

Art. 5. — Les administrateurs des sociétés visées au présent décret doivent être de nationalité française, ainsi que le directeur général. Il en est de même de toutes personnes ayant la signature sociale.

Art. 6. — Les statuts des sociétés visées au présent décret devront prévoir, dans les assemblées générales ordinaires ou extraordinaires, qu'aucun actionnaire ne pourra disposer, tant en son nom personnel que comme mandataire, d'un nombre de voix supérieur à 5 p. 100 du nombre total des voix attachées aux actions effectivement représentées à ladite assemblée.

Art. 7. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de l'industrie et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 mai 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des finances
et des affaires économiques,

PIERRE PFLIMLIN.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
ANDRÉ MORICE.

Décret n° 55-579 du 20 mai 1955 relatif aux interventions des collectivités locales dans le domaine économique.

EXPOSE DES MOTIFS

La loi du 5 avril 1884 relative à l'organisation municipale et les décrets des 28 décembre 1926 et 17 février 1930, relatifs aux régies municipales, ont précisé les conditions dans lesquelles les communes pouvaient intervenir dans le domaine économique.

L'application de ces dispositions législatives et réglementaires a permis, dans de nombreux cas, lorsque l'initiative privée était défaillante, la création de régies ayant pour objet de satisfaire aux besoins des populations, notamment en matière d'organisation de services publics, industriels et commerciaux. Dans d'autres cas, ces interventions ont eu lieu sous la forme de participations financières à des sociétés privées poursuivant un but d'intérêt public.

L'ampleur et la diversité des problèmes économiques qui se posent depuis plusieurs années aux collectivités locales ont cependant fait apparaître certaines lacunes de cette législation.

Différents textes sont intervenus, en conséquence, pour renforcer les possibilités d'intervention des communes dans le domaine de la construction et des transports et ont prévu l'extension aux départements des possibilités jusqu'ici réservées aux communes, en ce qui concerne la participation aux entreprises privées.

Cette extension limitée est cependant insuffisante pour permettre aux collectivités d'apporter un concours aussi large que possible au développement économique et industriel du pays.

Il est donc apparu indispensable de prévoir la possibilité pour les départements et les communes de participer financièrement aux sociétés d'études qui sont créées pour la mise au point de projets d'équipement ou la gestion de services publics ou d'intérêt public, dans le cadre excédant les limites territoriales d'une seule collectivité, et de leur permettre d'apporter leur concours à la réalisation d'améliorations rurales.

En ce qui concerne les interventions directes des collectivités sous forme de régie, il a semblé judicieux de prévoir la possibilité d'alléger les charges supportées par les collectivités pour la gestion de leurs services, en leur permettant la création de régies dotées de la personnalité morale, ce qui est de nature à faciliter leur gestion, et de l'autonomie financière.

Par ailleurs, le développement économique du pays ayant fait apparaître, au cours des dix dernières années, l'intérêt qui s'attacherait à la création de services publics départementaux, l'extension aux départements des possibilités d'intervention économique jusqu'ici réservées aux communes — sauf quelques rares exceptions prévues par des textes particuliers — a été prévue.

Il va sans dire que les interventions directes des départements ne pourront avoir lieu que dans l'hypothèse où l'intérêt public sera en jeu et, conformément à la jurisprudence du conseil d'Etat, lorsqu'il y aura carence de l'initiative privée.